

## Annexe B : à propos de *Black Lives Matter* (BLM)

### Le refus de nommer les classes

Ce qui caractérise BLM, c'est le refus de la notion de classe et, par-là, de la lutte des classes. Les Noirs sont présentés comme une population homogène sans contradictions en son sein. Même si le terme de capitalisme est parfois employé dans leurs textes de référence, il est présenté comme une détermination parmi d'autres de la société « blanche » qui oppresse « les Noirs » (quid des autres « colorés » ?). Les Noirs doivent ainsi obtenir réparation, voilà en extrême synthèse le programme de BLM. Une fois les réparations arrachées, les Noirs seraient enfin prêts pour bâtir une contre-société noire, séparée des autres composantes de la population. Une contre-société peuplée de quartiers noirs, d'entreprises noires, d'associations noires, d'églises noires, etc. Ce projet séparatiste ne contemple guère de place pour les autres qui n'ont pas la peau sombre.

L'idéal de BLM est de transformer le *Color blindness*<sup>1</sup> en *Non Black blindness*, c'est à dire en se désintéressant de tous ceux qui ne sont pas Noirs. Pour en revenir à la définition du capitalisme par BLM, elle identifie le capitalisme aux seules grandes banques qui, bien sûr, devront être remplacées par des banques noires. Jolie contradiction, si l'on pense que le financement de BLM, dans les six derniers mois de 2020, a été centralisé par le fonds spéculatif de Georges Soros. Cette réduction du capitalisme au système de crédit tire son origine de l'alter-mondialisme pour qui la finance, c'est l'ennemi, dédouanant ainsi le capital productif où en revanche se loge l'exploitation des ouvriers. En fait, BLM ne s'occupe que de la « répartition des richesses » dont les Noirs doivent, selon lui, obtenir une plus grosse part.

Quelles que soient les possibilités que des points du programme de BLM aboutissent, jamais BLM n'indique comment obtenir cela de l'État. Et pour cause, car pour BLM, l'État se résume en les forces de répression (Police, Justice) ET les subventions publiques. Dans ces conditions, il est normal que cette organisation n'appelle pas les Noirs à s'organiser par eux-mêmes mais seulement à se constituer en groupes de pression. Cela dit en passant, quelles qu'aient été les limites et erreurs du programme du Black Panther Party (BPP) de 1966, c'est se moquer du monde de prétendre que celui de BLM en est l'héritier....

### Un peu d'histoire

*Black Lives Matter* a été créé en août 2013 par trois femmes noires - Alicia Garza<sup>2</sup>, Patrisse Cullors<sup>3</sup> et Opal Tometi, toutes pourvues d'un passé militant<sup>4</sup> - à la suite de l'acquiescement de George Zimmerman<sup>5</sup>, l'assassin par balles du jeune (17 ans) Trayvon Martin, abattu froidement en février 2012. *Black Lives Matter* était à l'origine un simple « #hashtag » référé à cet épisode raciste. En 2014, BLM obtient une visibilité nationale après les événements de Ferguson.

BLM est une nébuleuse qui comprend un site, un mouvement et un parti, le tout agglomérant différents groupes préexistants. Son réseau compte 34 sections, le mouvement est en revanche décentralisé et repose « *presque uniquement sur une direction locale, plutôt que nationale* ». Selon Patrisse Cullors, l'organisation du mouvement « *est souvent spontanée et n'est pas dirigée par une personne ou un groupe de personnes* ».

---

<sup>1</sup> C'est l'indifférence à la couleur de peau, c'est-à-dire le fait de dénier l'existence du racisme.

<sup>2</sup> Voir : <https://www.npr.org/2020/10/18/924701747/black-lives-matter-co-founder-on-her-new-book-the-purpose-of-power>

<sup>3</sup> Voir : <https://nypost.com/2020/06/25/blm-co-founder-describes-herself-as-trained-marxist/> Ce site n'est pas un site « progressiste » mais il y a plein de vidéo de PC où elle reconnaît « être marxiste »

<sup>4</sup> Voir : <https://time.com/collection/100-most-influential-people-2020/5888228/black-lives-matter-founders/> et <https://www.ft.com/content/71efd9a2-c1bb-47b6-b4c5-7795b1a66cac> et <https://www.politifact.com/article/2020/jul/21/black-lives-matter-marxist-movement/>

<sup>5</sup> George Zimmerman (né en 1983) était au moment des faits coordinateur des groupes de voisins vigilants du quartier fermé de Twin Lakes à Sanford, en Floride.

En 2016, une coalition de plus de 50 organisations, connue sous le nom de Mouvement pour les vies noires a publié une plate-forme, *Vision 4 Black Lives*<sup>6</sup>, tirée en partie du programme en dix points du BPP de 1966 (voir plus loin). Démontrant les frictions entre les différents groupes de militants opérant sous la bannière du BLM Movement, en août 2015, *Campaign Zero*<sup>7</sup> a présenté son propre programme politique et n'a pas signé la plate-forme générale. Entre-temps, le groupe influent *Black Youth Project 100*<sup>8</sup> s'active en soutenant de nombreuses initiatives militantes.

Quant au financement, on estime que les groupes associés au Mouvement BLM ont encaissé 133 millions de dollars entre 2013 et 2018. Les organisations associées au financier milliardaire George Soros auraient fourni au moins 33 millions de dollars à divers groupes du mouvement BLM depuis 2016<sup>9</sup>. BLM vient de publier son bilan financier pour 2020<sup>10</sup>. BLM a reçu 90 millions de dollars en 2020 avec un budget de fonctionnement de 8,4 millions de dollars.

## Arrière-pensées et non-dits

La nébuleuse BLM couvre un vaste spectre, depuis des éléments séparatistes et anti-Blancs, à ceux qui veulent faire pression sur les élus comme BLM PAC (*Political Action Committee*)<sup>11</sup>. À l'autre bout par rapport à BLM PAC, on trouve, par exemple, Daunasia Yancey<sup>12</sup>, une militante de BLM, qui déclare : « *Nous sommes une organisation radicale, avec une politique radicale, et nous avons des tactiques radicales. Il n'y a aucun moyen d'adoucir cela* » Quoi qu'il en soit des tactiques adoptées par les nombreuses composantes du mouvement, on peut affirmer que BLM n'affiche pas d'hostilité « raciale » envers les Blancs. En revanche, il ressort sans ambiguïté que BLM est totalement indifférent au sort des sans réserves de couleur différente de la noire.

« *L'affirmation "les vies noires comptent" n'est pas une proposition anti-blanche. Elle contient un "aussi" non-dit mais implicite, comme dans "les vies noires comptent aussi", ce qui suggère que la déclaration est une déclaration d'inclusion plutôt que d'exclusion. Cependant, les blancs qui continuent à mal interpréter l'affirmation de la valeur de la vie des Noirs comme étant anti-blancs suggèrent que pour que les vies des Blancs aient de l'importance, les vies des Noirs ne peuvent pas en avoir. C'est un principe fondamental de la suprématie des Blancs. Elle est contraire à ce que le mouvement Black Lives Matter représente, à savoir la simple proposition selon laquelle "les vies noires ont aussi de l'importance. Le mouvement Black Lives Matter exige que le pays affirme la valeur de la vie des Noirs de manière pratique et pragmatique, notamment en s'attaquant à l'écart croissant entre les richesses des différentes races, en réparant les écoles publiques en difficulté, en luttant contre les problèmes d'inégalité de logement et d'embourgeoisement qui continuent à pousser les personnes de couleur hors des communautés dans lesquelles elles vivent depuis des générations, et en démantelant le complexe industriel carcéral. Rien de tout cela n'est lié à la haine de la vie blanche. Il s'agit de reconnaître que le système traite déjà les vies blanches comme si elles avaient plus de valeur, comme si elles étaient plus dignes de protection, de sécurité, d'éducation et de bonne qualité de vie que les vies noires. Il faut que cela change.*<sup>13</sup> »

Un autre élément à garder en mémoire est la forte influence de la religion sur BLM. Faut-il rappeler que ML King était pasteur et que les églises protestantes (notamment les Méthodistes) avaient déjà joué un grand rôle dans le mouvement des droits civiques des années 1960 ? À la lecture d'un article<sup>14</sup> de *The Conversation*, on apprend que BLM n'est pas une création démoniaque comme le prétendent les pentecôtistes pro-Trump mais baigne dans la bienveillance, le bouddhisme, la religion animiste, la résilience. Tricia Hersey<sup>15</sup> a déclaré qu'elle considère les corps humains comme des « sites de libération » qui relient les Noirs américains au « créateur, aux ancêtres et à l'univers ». Elle décrit le repos comme une pratique spirituelle pour la guérison et la résistance de la communauté et les siestes

---

<sup>6</sup> Voir : <https://m4bl.org/>

<sup>7</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Campaign\\_Zero](https://en.wikipedia.org/wiki/Campaign_Zero)

<sup>8</sup> Voir : <https://en.wikipedia.org/wiki/BYP100>

<sup>9</sup> Voir : <https://www.opensocietyfoundations.org/>

<sup>10</sup> Voir : <https://apnews.com/article/black-lives-matter-90-million-finances-8a80cad199f54c0c4b9e74283d27366f>

<sup>11</sup> Voir : <https://www.politico.com/news/2020/10/09/black-lives-matter-pac-428403>

<sup>12</sup> Voir : <https://www.bostonmagazine.com/news/2015/01/29/education-daunasia-yancey/>

<sup>13</sup> Voir : <https://www.phillyvoice.com/video-black-lives-matter-organizer-tells-white-people-get-back/>

<sup>14</sup> Article du 14/09/2020, voir : <https://theconversation.com/far-from-being-anti-religious-faith-and-spirituality-run-deep-in-black-lives-matter-145610>, traduit en français et diffusé le 13/11/2020.

<sup>15</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Tricia\\_Hersey](https://en.wikipedia.org/wiki/Tricia_Hersey)

comme des « portails de guérison ». Hersey relie cette conviction à son éducation dans l'Église pentecôtiste noire de « *Dieu en Christ* »<sup>16</sup>, où, explique-t-elle, « *j'ai pu voir le corps être un véhicule pour l'esprit* ». Finalement, selon Erika Gault<sup>17</sup>, chercheuse à l'Université d'Arizona, avec Black Lives Matter, « *nous voyons en fait plus de religion, et non moins* » même si « *l'Église noire n'est pas le seul puits religieux dans lequel les mouvements noirs ont historiquement puisé* ».

### **À propos de la plateforme de 2016 de BLM**

La plate-forme s'articule en six points principaux : les réparations pour les torts passés et présents faits aux Noirs, des investissements dans l'éducation et la santé, la justice économique et des emplois réservés, contrôle communautaire sur les institutions, la refonte du système politique américain et le respect du droit des manifestants<sup>18</sup>.

En lisant ce texte, il en sort clairement que BLM est un mouvement interclassiste de contestation interne au système si l'on en juge de ses objectifs politiques. La réforme de la police et du système judiciaire est, en extrême synthèse, le premier grand thème de son programme. Une réforme qui comprendrait notamment la baisse des ressources allouées aux forces de répression, l'épuration des flics racistes, une justice moins discriminatoire envers les Noirs, etc. BLM inscrit ainsi son action sur ce terrain dans l'application de la Constitution.

L'autre aspect notable de la politique de BLM est la revendication d'une redistribution plus équitable des revenus en faveur des Noirs, ce qui correspond à une approche des problèmes de type syndical corporatiste. Celui-ci n'est certainement pas le terrain de combat du prolétariat car la politique redistributive (notamment par la voie de l'« équité fiscale » et le développement des « services publics ») représente le principal obstacle idéologique dans les pays capitalistes avancés à la reprise d'une lutte massive sur les salaires. De plus, dans l'esprit de BLM, telle politique redistributive plus équitable devrait concerner uniquement les Afro-américains dévoilant pleinement le potentiel de division des classes subalternes que l'action et la pensée de cette organisation recèle.

## **DOCUMENTATION**

### **LA PLATE-FORME DE 2016**

**A)** Nous demandons des réparations pour les préjudices passés et actuels. Le gouvernement, les entreprises responsables et les autres institutions qui ont profité des préjudices qu'ils ont infligés aux Noirs - du colonialisme à l'esclavage en passant par le *redlining*<sup>19</sup> alimentaire et sur le logement, l'incarcération de masse et la surveillance - doivent réparer les torts causés. Cela inclut :

1. Réparations pour le refus systémique d'accès à des possibilités d'éducation de haute qualité sous la forme d'un accès libre et complet pour tous les Noirs (y compris les sans-papiers et les personnes actuellement et précédemment incarcérées) à l'éducation à vie, notamment : accès libre et gratuit aux collèges et universités communautaires publics, éducation technique (technologie, commerce et agriculture), programmes de soutien à l'éducation, remise rétroactive des prêts étudiants et soutien aux programmes d'apprentissage à vie.
2. Réparations pour le désinvestissement, la discrimination et l'exploitation continus de nos communautés, sous la forme d'un revenu minimum garanti pour tous les Noirs, avec des règlements d'entreprise clairement articulés.
3. Des réparations pour la richesse extraite de nos communautés par le racisme environnemental, l'esclavage, l'apartheid alimentaire, la discrimination en matière de logement et le capitalisme racialisé, sous la forme de réparations par les entreprises et le gouvernement, axées sur la guérison des traumatismes physiques et mentaux permanents, et sur la garantie de notre accès et de notre contrôle des sources de nourriture, du logement et des terres.
4. Réparations pour l'exploitation, l'effacement et l'extraction culturelle et éducative de nos communautés sous la forme de programmes scolaires publics obligatoires qui examinent de manière

---

<sup>16</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Church\\_of\\_God\\_in\\_Christ](https://en.wikipedia.org/wiki/Church_of_God_in_Christ)

<sup>17</sup> Voir : <https://africana.arizona.edu/people/egault>

<sup>18</sup> Voir : <https://m4bl.org/policy-platforms/reparations/>

<sup>19</sup> Voir : <https://en.wikipedia.org/wiki/Redlining>

critique les impacts politiques, économiques et sociaux du colonialisme et de l'esclavage, et de financement pour soutenir, construire, préserver et restaurer les biens culturels et les sites sacrés afin de garantir la reconnaissance et l'honneur de nos luttes et triomphes collectifs.

5. Une législation au niveau fédéral et au niveau des États qui oblige les États-Unis à reconnaître les impacts durables de l'esclavage, à établir et à exécuter un plan pour y remédier. Cela inclut l'adoption immédiate de la H.R.40, la « *Commission to Study Reparation Proposals for African-Americans Act* » ou des versions ultérieures qui demandent des réparations.

**B)** Nous demandons des investissements dans l'éducation, la santé et la sécurité des Noirs, au lieu d'investir dans la criminalisation, la mise en cage et le préjudice des Noirs. Nous voulons des investissements dans les communautés noires, déterminés par les communautés noires, et le désinvestissement des forces d'exploitation, y compris les prisons, les combustibles fossiles, la police, la surveillance et les sociétés d'exploitation. Cela comprend :

1. Une réaffectation des fonds au niveau fédéral, étatique et local de la police et de l'incarcération (JAG, COPS, VOCA) vers des stratégies de sécurité à long terme telles que l'éducation, les services locaux de justice réparatrice et les programmes d'emploi.

2. La décriminalisation rétroactive, la libération immédiate et l'effacement des dossiers de toutes les infractions liées à la drogue et à la prostitution, et la réparation des effets dévastateurs de la « guerre contre la drogue » et de la criminalisation de la prostitution, y compris le réinvestissement des économies et des recettes qui en résultent dans les services de justice réparatrice, les services de santé mentale, les programmes d'emploi et d'autres programmes de soutien aux personnes touchées par le commerce du sexe et de la drogue.

3. Des soins de santé universels réels, significatifs et équitables qui garantissent : la proximité de centres de santé complets, des services culturellement compétents pour tous, des services spécifiques pour les personnes homosexuelles, non conformistes et transgenres, une autonomie corporelle complète, des services de reproduction complets, des services de santé mentale, un congé parental payé et des soins complets de qualité pour les enfants et les personnes âgées.

4. Un droit constitutionnel au niveau des États et au niveau fédéral à une éducation entièrement financée qui comprend une articulation claire du droit à une éducation gratuite pour tous, des protections spéciales pour les étudiants queer et trans, des services enveloppants, des travailleurs sociaux, des services de santé gratuits (y compris l'autonomie corporelle reproductive), un programme d'études qui reconnaît et traite les besoins matériels et culturels des étudiants, l'activité physique et les loisirs, une nourriture de haute qualité, des garderies gratuites et l'absence de fouilles, de saisies ou d'arrestations injustifiées.

5. Un désinvestissement de l'utilisation industrielle multinationale des combustibles fossiles et un investissement dans des solutions énergétiques durables basées sur la communauté.

6. Une réduction des dépenses militaires et une réaffectation de ces fonds pour investir dans les infrastructures nationales et le bien-être des communautés.

**C)** Nous demandons une justice économique pour tous et une reconstruction de l'économie afin de garantir aux communautés noires une propriété collective, et pas seulement un accès. Cela inclut :

1. Une restructuration progressive des codes fiscaux aux niveaux local, étatique et fédéral pour assurer une redistribution radicale et durable des richesses.

2. Des programmes d'emploi fédéraux et étatiques qui ciblent spécifiquement les Noirs les plus marginalisés économiquement, et une compensation pour les personnes impliquées dans l'économie des soins. Les programmes d'emploi doivent fournir un salaire vital et encourager le soutien aux centres de travailleurs locaux, aux syndicats et aux entreprises appartenant à des Noirs qui sont responsables devant la communauté.

3. Un droit à la restitution des terres, de l'air, de l'eau et du logement et la fin de l'exploitation privative des ressources naturelles - y compris la terre et l'eau. Nous cherchons à exercer un contrôle démocratique sur la manière dont les ressources sont préservées, utilisées et distribuées et nous le faisons tout en honorant et en respectant les droits de notre famille indigène.

4. Le droit des travailleurs à s'organiser dans les secteurs public et privé, en particulier pour les emplois de l'économie à la demande.

5. Rétablir la loi Glass-Steagall<sup>20</sup> pour démanteler les grandes banques, et demander à la National Credit Union Administration et au département du Trésor américain de modifier les politiques et les pratiques en matière de réglementation, de rapports et de consolidation pour permettre la poursuite et la création de banques noires, de petites coopératives de crédit et de développement communautaire, de compagnies d'assurance et d'autres institutions financières.

6. La fin du partenariat transpacifique et la renégociation de tous les accords commerciaux afin de donner la priorité aux intérêts des travailleurs et des communautés.

7. Par le biais d'incitations fiscales, de prêts et d'autres ressources gouvernementales, soutenir le développement de réseaux coopératifs ou d'économie sociale afin de faciliter les échanges commerciaux entre et dans les communautés noires du monde entier. Toute aide sous forme de subventions, de prêts ou de contrats visant à faciliter ces échanges doit être accordée aux réseaux et organisations dirigés ou soutenus par des Noirs, tels que définis par les communautés.

8. Soutien financier des institutions alternatives noires, y compris une politique qui subventionne et offre des prêts à faible taux d'intérêt, sans intérêt ou garantis par le gouvernement fédéral, afin de promouvoir le développement de coopératives (alimentaires, résidentielles, etc.), de fiducies foncières et d'infrastructures de santé adaptées à la culture qui servent les besoins collectifs de nos communautés.

9. Des protections pour les travailleurs dans les industries qui ne sont pas réglementées de manière appropriée, notamment les travailleurs domestiques, les travailleurs agricoles et les travailleurs sur décharge, et pour les travailleurs - dont beaucoup sont des femmes noires et des personnes incarcérées - qui ont été exploités et restent sans protection. Cela inclut l'adoption immédiate au niveau fédéral et au niveau des États de la déclaration des droits des travailleurs domestiques et l'extension des protections des travailleurs aux personnes incarcérées.

**D)** Nous exigeons un monde où ceux qui sont le plus touchés dans nos communautés contrôlent les lois, les institutions et les politiques qui sont censées nous servir - de nos écoles à nos budgets locaux, nos économies, nos services de police et nos terres - tout en reconnaissant que les droits et l'histoire de notre famille indigène doivent également être respectés. Cela inclut :

1. Un contrôle communautaire démocratique direct des organismes locaux, étatiques et fédéraux chargés de faire respecter la loi, en veillant à ce que les communautés les plus touchées par des activités de police destructrices aient le pouvoir d'engager et de licencier des agents, de déterminer les mesures disciplinaires, de contrôler les budgets et les politiques, et de demander des informations pertinentes aux organismes.

2. La fin de la privatisation de l'éducation et un véritable contrôle communautaire par les parents, les élèves et les membres de la communauté des écoles, y compris des conseils scolaires démocratiques et un contrôle communautaire des programmes d'études, des politiques d'embauche, de licenciement et de discipline.

3. Une budgétisation participative au niveau local, étatique et fédéral.

Nous exigeons un pouvoir politique noir et l'auto-détermination des noirs dans tous les domaines de la société.

**E)** Nous voulons une refonte du système politique américain actuel afin de créer une véritable démocratie où les Noirs et toutes les personnes marginalisées peuvent effectivement exercer le plein pouvoir politique. Cela comprend :

1. La fin de la criminalisation de l'activité politique des Noirs, y compris la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et la fin de la répression des partis politiques.

2. Le financement public des élections et la fin du contrôle de l'argent en politique en mettant fin aux super PAC (*Political Action Committees* – Comités d'actions politiques mis en place lors des élections pour collecter des fonds de campagne<sup>21</sup>) et aux dons incontrôlés des entreprises.

3. La protection des élections, l'expansion électorale et le droit de vote pour tous, y compris : le plein accès, les garanties et les protections du droit de vote pour tous grâce à l'inscription universelle des électeurs, l'inscription automatique des électeurs, la préinscription des jeunes de 16 ans, l'inscription des électeurs le jour même, les jours fériés, l'inscription des électeurs en ligne (*OVR Online Voter*

---

<sup>20</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Glass%E2%80%93Steagall\\_legislation](https://en.wikipedia.org/wiki/Glass%E2%80%93Steagall_legislation)

<sup>21</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Political\\_action\\_committee](https://en.wikipedia.org/wiki/Political_action_committee)

*Registration*), l'inscription des personnes anciennement et actuellement incarcérées, le droit de vote des pour les personnes sans papiers aux élections locale et des États), et l'interdiction de toute loi de privation de droit de vote.

4. Le plein accès à la technologie, y compris la neutralité du réseau et l'accès universel à l'internet sans discrimination et la pleine représentation de tous.

5. La protection et le financement accru des institutions noires, y compris les collèges et universités historiquement noirs (HBCU<sup>22</sup>), les médias noirs et les formations culturelles, politiques et sociales.

F Nous exigeons que les droits des manifestants soient respectés et protégés et qu'il n'y ait pas d'abus de pouvoir. Nous exigeons :

1. Les violations de la propriété ne doivent jamais être assimilées à la violation de la vie humaine.
2. Que les responsables locaux et nationaux veillent à ce qu'il n'y ait pas d'abus de pouvoir.
3. Pas de recours à des moyens meurtriers contre les manifestants.

### **LE PROGRAMME DU BPP DE 1966**

Rédigé fin 1966, il est publié pour la première fois dans le numéro de leur hebdomadaire « *The Black Panther* », il comprend, sous la rubrique « *What We Want Now!* », les dix points suivants, et, sous la rubrique « *What We Believe!* », dix commentaires explicatifs<sup>23</sup>.

« 1 Nous voulons la liberté. Nous voulons le pouvoir de déterminer le destin de notre communauté noire.

2 Nous voulons le plein emploi pour notre peuple.

3 Nous voulons la fin du vol par les capitalistes de nos communautés noires et opprimées.

4 Nous voulons un logement décent, propre à abriter des êtres humains.

5 Nous voulons une éducation pour notre peuple qui expose la vraie nature de cette société américaine décadente. Nous voulons une éducation qui nous enseigne notre véritable histoire et notre rôle dans la société actuelle.

6 Nous voulons que tous les hommes noirs soient exemptés du service militaire.

7 Nous voulons qu'il soit mis fin immédiatement à la BRUTALITÉ DE LA POLICE et au Meurtre des Noirs.

8 Nous voulons la liberté pour tous les hommes noirs détenus dans les prisons fédérales, d'État, de comté et de ville.

9 Nous voulons que tous les Noirs, lorsqu'ils sont jugés, le soient par un jury composé de leurs pairs ou de personnes appartenant à leurs communautés noires, comme le définit la Constitution des États-Unis.

10 Nous voulons de la terre, du pain, un logement, une éducation, des vêtements, la justice et la paix. »

---

<sup>22</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Historically\\_black\\_colleges\\_and\\_universities](https://en.wikipedia.org/wiki/Historically_black_colleges_and_universities)

<sup>23</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Ten-Point\\_Program](https://en.wikipedia.org/wiki/Ten-Point_Program)